

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 23 février 2022

Objet n° 17 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, M. Yusuf Yildiz, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin.

#Objet : Ordonnance du Conseil communal autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 42 voix contre 0 et 1 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu la Circulaire du secrétaire d'état de l'urbanisme et du patrimoine de la région de bruxelles-capitale concernant le principe des dispenses pour les demandes de permis d'urbanisme pour l'aménagement ou la modification de l'espace public et les aménagements provisoires de voirie à titre d'essai du 2 avril 2021 ;

Vu les lignes directrices « Terrasses horeca dans l'espace public » rédigées par urban.brussels ;

Vu le Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales du 23 février 2022 ;

Considérant que le Bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances et des règlements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne également les commerces et autres établissements publics ou privés ;

Considérant que, dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, le secteur HoReCa est particulièrement touché ;

Considérant qu'en raison de la crise sanitaire et des mesures de distanciation sociale qui s'imposent pour lutter contre la propagation du virus, il convient de privilégier une exploitation des HoReCa à l'extérieur et de ce fait, l'exploitation des terrasses dans l'espace public ;

Considérant que l'octroi d'extensions des terrasses et de placements des terrasses sur stationnement n'est pas sans conséquence sur la tranquillité publique ; qu'une communication claire s'impose ; que la présente Ordonnance poursuit l'objectif d'efficacité en la matière ;

Considérant que les autorisations délivrées sur base de cette Ordonnance le seront à titre précaire et révocable ; que ces autorisations sont temporaires ; que les extensions et les occupations d'emplacements de parking devront être retirées le premier novembre 2022 ;

DECIDE

Article 1

Les extensions de terrasses existantes sont autorisées pour autant qu'elles soient installées conformément aux règles contenues dans les lignes directrices « Terrasses horeca dans l'espace public » rédigées par urban.brussels.

Ces lignes directrices sont annexées à la présente Ordonnance.

L'extension consiste en l'agrandissement, sur le trottoir, de l'espace occupé par une terrasse déjà existante.

Les terrasses dites « existantes » correspondent à celles pour lesquels :

1. Le gérant est titulaire d'une autorisation communale pour sa terrasse ;
2. Le gérant est en ordre de paiement de la taxe relative à l'occupation privative de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2

L'installation de terrasses sur les emplacements de stationnement est autorisée pour autant que l'installation se fasse conformément aux règles contenues dans les lignes directrices « Terrasses horeca dans l'espace public » rédigées par urban.brussels.

Sont autorisés à installer une terrasse sur emplacement de stationnement :

1. Les gérants en ordre d'autorisation terrasse et sans arriéré de taxe ;
2. Les gérants ne disposant pas d'autorisation terrasse.

Article 3

En sus des règles contenues dans les lignes directrices annexées à la présente ordonnance, les terrasses sur emplacement de stationnement doivent répondre aux règles suivantes :

1. Les matériaux utilisés doivent être en bois ou en métal à l'exclusion des mobiliers en plastiques ;

2. Les publicités qui ne concernent pas directement et exclusivement l'établissement lui-même sont interdites ;
3. Seuls les emplacements de stationnement situés directement en face de l'établissement sont exploitables : cela signifie que la longueur de l'installation ne peut dépasser les limites latérales du commerce ;
4. Un maximum de deux places de stationnements pourra être occupé par la terrasse.

Article 4

Pour le surplus, le Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales du 23 février 2022 est d'application à l'exception des dispositions qui sont en contradiction avec la présente Ordonnance, notamment :

- L'article 1, 1° ;
- L'article 3 ;
- L'article 4 ;
- L'article 5, al. 1 et 2 ;
- L'article 8, § 4 ;
- L'article 16 ;
- L'article 19, al. 1 ;
- L'article 20 ;
- L'article 29, § 2, 6° et 7° ;
- L'article 34, § 1 et § 2, al. 1.

Article 5

Les demandes d'extensions d'une terrasse et d'installation d'une terrasse sur emplacement de stationnement doivent être introduites auprès du service « commerces » de l'administration communale.

Les coordonnées de ce service sont les suivantes : commerces@1030.be - avenue Georges Rodenbach 29 - 02/431.65.60

La demande sera directement classée sans suite si :

1. Au vu du plan fourni, la demande est manifestement contraire aux règles précitées (lignes directrices, règlement de police communal, règlement d'urbanisme communal, etc) ; ET/OU
2. Le dossier administratif de l'établissement n'est pas en ordre.

Les autorisations seront délivrées, à titre précaire et révoquant, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les autorisations sont temporaires et toute installation devra être retirée au plus tard le premier novembre 2022.

Article 6

§ 1. Les forces de police sont chargées de veiller au respect de la présente ordonnance, au besoin par la contrainte et/ou la force.

§ 2. En cas d'infraction à l'une des dispositions précitées, au règlement communal d'urbanisme ou au règlement de police relatif à l'occupation privative de l'espace public, une sanction administrative sera infligée conformément à la procédure définie par la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Les sanctions administratives communales suivantes sont prévues :

1. une amende administrative de maximum 350 euros ;
2. une suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune
3. un retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Un recours contre la sanction peut être introduit par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

§ 3. Le mobilier placé sur la voie publique sans autorisation devra être enlevé sur le champ sur simple réquisition du Bourgmestre ou des agents assermentés ou de la police.

Lorsque le mobilier dont question à l'alinéa premier n'est pas immédiatement retiré, les dispositifs concernés feront l'objet, sur ordre du Bourgmestre et aux frais du contrevenant, d'un enlèvement d'office par la police.

Les objets ainsi retirés seront entreposés pour une période de 6 mois toujours aux frais du contrevenant. Si le contrevenant ou ses ayants droits n'a pas réclamé ses biens à l'expiration de ce délai de 6 mois, la Commune acquiert de plein droit la propriété des dispositifs placés illégalement sur la voie publique (conformément à la Loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsions, art. 4, al. 1).

Le collège des bourgmestre et échevins a le droit de vendre les matériaux et objets, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit.

Le contrevenant est tenu au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de vente des matériaux et objets. Le remboursement des sommes dont le contrevenant est redevable à l'Administration est poursuivi à l'initiative de l'Administration, par lettre recommandée à la poste.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 23 février 2022.

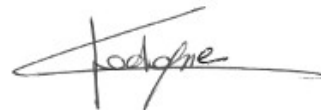
Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 23 februari 2022

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkouï, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, H. Yusuf Yildiz, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen.

#Voorwerp : Verordening van de Gemeenteraad om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 42 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect;

Gelet op de Omzendbrief van de staatssecretaris bevoegd voor stedenbouw en erfgoed van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het principe van vrijstellingen van vergunningsaanvragen voor de aanleg of aanpassing van de publieke ruimte en voor de voorlopige proefaanleg van wegen van 2 april 2021;

Gelet op de richtlijnen “Horecaterras in de openbare ruimte” geschreven door urban.brussels;

Gelet op het Politierglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden van 23 februari 2022;

Overwegende dat de Burgemeester belast is met de uitvoering van de wetten, de decreten, de ordonnanties en de verordeningen;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; dat deze bevoegdheid ook betrekking heeft op de handelszaken en andere publieke of private instellingen zodra het risico op onrust;

Overwegende dat in de context van de huidige gezondheids crisis HoReCa in het bijzonder getroffen is;

Overwegende dat door de gezondheids crisis en door de afstandsmaatregelen die nodig zijn tegen de verspreiding van het virus de voorrang moet gegeven worden aan een buitenuitbating van HoReCa en dus aan de uitbating van de terrassen in de openbare ruimte;

Overwegende dat het verlenen van uitbreidingen van de terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen niet zonder gevolgen is voor de openbare rust; dat heldere communicatie essentieel is; dat deze verordening de doelstelling van efficiëntie op dit gebied nastreeft;

Overwegende dat de op grond van deze verordening verleende machtigingen op een precaire en herroepbare basis zullen zijn; dat deze machtigingen tijdelijk zijn; dat uitbreidingen en bezettingen van parkeerplaatsen op 1 november 2022 moeten worden ingetrokken;

BESLUIT

Artikel 1

Uitbreidingen van bestaande terrassen zijn toegelaten, mits ze worden geplaatst volgens de regels die in de richtlijnen “Horecaterras in de openbare ruimte” geschreven door urban.brussels zijn opgenomen.

Deze richtlijnen zijn aan deze Verordening geannexeerd.

De uitbreiding bestaat uit een vergroting, op het voetpad, van de bezette ruimte van een bestaand terras.

De terrassen genaamd « bestaande » zijn de terrassen voor dewelke :

1. De uitbater houder is van een gemeentelijke toegelating voor zijn terras;
2. De uitbater is in orde met de betaling van belastingen betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 2

De installatie van terrassen op parkeerplaatsen is toegelaten mits ze worden geplaatst volgens de regels die in de richtlijnen “Horecaterras in de openbare ruimte” geschreven door urban.brussels zijn opgenomen.

Zijn toegelaten om een terras op parkeerplaats te installeren:

1. De uitbaters die over een toelating beschikken om een terras te plaatsen en die geen achterstallige belastingen hebben ;
2. De uitbaters die over geen toegelating beschikken.

Artikel 3

Naast de regels die zijn opgenomen bij deze verordening gevoegde richtlijnen, dienen terrassen op parkeerplaatsen te voldoen aan de volgende regels:

1. De gebruikte materialen moeten van hout of metaal zijn, met uitzondering van plastic meubels;

2. Advertenties die niet rechtstreeks en uitsluitend de inrichting zelf betreffen, zijn verboden;
3. Enkel de parkeerplaatsen gelegen direct voor de inrichting kunnen gebruikt worden : het betekent dat de bezette oppervlakte door de laterale grens van de handelszaak wordt beperkt;
4. Het terras mag maximaal twee parkeerplaatsen innemen.

Artikel 4

Voor het overige is het Politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden van 23 februari 2022 van toepassing met uitzondering van de bepalingen die in strijd zijn met deze verordening, in het bijzonder:

- artikel 1, 1°;
- artikel 3;
- artikel 4;
- artikel 5, lid. 1 en 2 ;
- artikel 8, § 4;
- artikel 16;
- artikel 19, lid. 1;
- artikel 20;
- artikel 29, § 2, 6° en 7°;
- artikel 34, § 1 en § 2, al. 1;

Artikel 5

Aanvragen voor de uitbreiding van een terras en de aanleg van een terras op een parkeerplaats moeten worden ingediend bij de afdeling "handelaars" van het gemeentebestuur.

De contactgegevens voor die dienst zijn als volgt : handel@1030.be - Georges Rodenbachlaan 29 – 02/431.65.60

Het verzoek wordt per direct afgewezen indien:

1. Gelet op het voorziene plan is de aanvraag kennelijk in strijd met de voormelde regels (richtlijnen, gemeentelijk politiereglement, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, enz.); EN/OF
2. Het administratief dossier van de inrichting is niet in orde.

De preciaire en herroepbare toelatingen worden afgegeven door het College van Burgemeester en Schepenen.

De toelatingen zijn tijdelijk en alle installaties moeten uiterlijk op 1 november 2022 verwijderd zijn.

Artikel 6

§ 1. De Politiediensten worden belast met het toezicht op de naleving van het onderhavige besluit, indien nodig door gebruik van dwang en/of geweld.

§ 2. In geval van een overtreding aan één van de voornoemde bepalingen, het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of het Politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden, zal een administratieve sanctie opgelegd worden zoals bepaald bij wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De volgende administratieve sancties zijn voorzien:

1. een boete van maximum 350 euro's;
2. een administratieve schorsing van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
3. een administratieve intrekking van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
4. een administratieve sluiting van de vestiging voor een bepaalde termijn of definitief.

Een beroep tegen de sanctie kan voor de politierechtbank ingevoerd worden, volgens de rechterlijke procedure binnen een termijn van een maand vanaf de betekening van de beslissing.

§ 3. Het meubilair dat zonder vergunning op de openbare weg geplaatst wordt, moet op eenvoudig verzoek van de burgemeester of beëdigde agenten of van de politie worden verwijderd.

Wanneer het meubilair waarvan sprake in het eerste lid niet onmiddellijk wordt verwijderd, zullen de betrokken inrichtingen op bevel van de Burgemeester en op kosten van de overtreder het voorwerp uitmaken van de ambtshalve verwijdering door de politie.

Het aldus verwijderde meubilair zal gedurende zes maanden ten koste van de overtreder worden opgeslagen. Indien de overtreder of zijn rechthebbenden na het verstrijken van deze termijn van 6 maanden niet om zijn goederen hebben verzocht, verwerft de Gemeente van rechtswege de eigendom van de hulpmiddelen die illegaal op de openbare weg zijn geplaatst (zoals bepaald in de Wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting, wat de bewaring van fietsen betreft, art. 4, lid. 1).

Het College van burgemeester en schepenen heeft het recht om de objecten en het materieel te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernielen op een plaats naar keuze.

De overtreder moet alle uitvoeringskosten terugbetalen, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen. De terugbetaling van de bedragen die de inbreukmaker aan de Administratie verschuldigd is, wordt op initiatief van de Administratie voortgezet, bij aangetekende brief aan de post.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 23 februari 2022.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE